

L'OPINION PUBLIQUE

Journal Hebdomadaire Illustré

Abonnement, payable d'avance : Un an, \$3.—E.—U., \$3.50.
Tout semestre commencé se paie en entier.
On ne se désabonne qu'au bureau du journal, et il faut donner au moins quinze jours d'avis.

Vol. XIII.

No. 39.

JEUDI, 28 SEPTEMBRE 1882

Prix du numéro : 7 centins.—Annonces, la ligne : 10 centins
Toute communication doit être affranchie.
Les remises d'argent doivent se faire par lettres enregistrées ou par un bon sur la poste.

AUX ABONNÉS

L'Administration prie respectueusement tous ses abonnés des villes et des campagnes, principalement les retardataires, de payer ce qu'ils doivent pour leur abonnement. De longs délais ont été accordés. Il est impossible d'en accorder d'autres. Cet avis peut être considéré comme le dernier.

AVIS

L'administration de *L'Opinion Publique* fait appel aux abonnés retardataires et les prie de payer ce qu'ils doivent dans le plus bref délai. Elle regretterait d'user de sévérité à l'égard de ceux qui ne répondraient pas à cet appel. Les améliorations qui ont été faites à ce journal ont demandé et demandent tous les jours beaucoup de dépenses. Les abonnés en tiendront compte à l'Administration, elle ose l'espérer.

L'Opinion Publique est une publication nationale qui mérite d'être encouragée. Ses nouveaux propriétaires feront tous les efforts possibles pour répondre au désir de tous ceux qui leur donneront leur patronage. Rien n'est changé quant aux conditions d'abonnement : Pour le Canada, \$3.00 par an ; pour les Etats-Unis, \$3.50.

S'adresser à la CIE LITHOGRAPHIQUE BURLAND, Bureaux de *L'Opinion Publique*, 5 et 7, rue Bleury, Montréal.

GLADSTONE, WOLSELEY ET DUFFERIN

Elle s'est bien simplifiée la question égyptienne qui paraissait, il y a quelques semaines, aussi embrouillée, aussi impénétrable que les hiéroglyphes qui couvrent les vieux monuments contemporains des Pharaons. Il a suffi de quelques livres de poudre brûlée à propos pour dissiper les nuages. Arabi Pacha est prisonnier, le prophète du Soudan a repris la route du désert avec ses hordes noires, et l'Angleterre s'est acquis un prestige qui rachète amplement ses échecs au Cap de Bonne-Espérance. On avait cependant vivement critiqué le général Wolseley. La presse l'accusait de lenteur ; ces impitoyables journalistes qui tranchent tous les nœuds gordiens avec leur plume, qui ne voient de difficultés insurmontables nulle part, étaient en train de le démolir, lorsque le coup porté à Tel-el-Kébir est venu les surprendre autant que les Egyptiens eux-mêmes. Le général Wolseley n'est peut-être pas un foudre de guerre, mais, sans faire de bruit, sans prononcer de harangues dans le genre de : "Soldats, du haut de ces pyramides quarante siècles vous contemplant," il s'est avancé avec une prudence qui vaut parfois le génie, et avec une armée inférieure en nombre à celle d'Arabi il a soudain écrasé la révolte et rendu un grand service à sa patrie.

Depuis le commencement de cet imbroglio égyptien, la politique anglaise, lente d'abord à se dessiner, poursuivit avec une vigueur qui lui a valu le respect de l'Europe, un but qu'elle a enfin heureusement atteint. Elle a été intrépide où la France s'est compromise par ses tâtonnements et enfin par sa retraite précipitée, conséquence, hélas ! de sa position en Europe. Les deux pays ont changé de rôle : la *furia francese* a passé le détroit, et le flegme britannique s'est installé à Paris.

L'Angleterre n'a pas seulement agi avec vigueur ; elle a appelé l'habileté à son secours. Elle a réparé ses erreurs des premiers jours alors que M. Gladstone s'im-

aginait que la diplomatie pouvait avoir raison de cette difficulté. Pendant que l'amiral Seymour menaçait Alexandrie, lord Dufferin mettait en œuvre toutes les ressources de son esprit si souple, feignant de vouloir une solution pacifique par l'entremise de la Turquie. Trois mois durant, il a négocié d'une part avec le Sultan et de l'autre avec les représentants des grandes puissances réunis en conférence. Ce qu'il lui a fallu d'empire sur lui-même pour ne pas rompre avec la tortueuse et insaisissable diplomatie orientale, personne ne saurait s'en faire une idée ! Il a accompli le plus grand exercice de patience connu. Sans se rebuter jamais, il apprenait chaque matin que la nuit avait détruit une partie du travail de la veille, et cela, avec la conviction que le Turc traînait les négociations en longueur à seule fin de faire naître quelque complication européenne qui éloignerait les Anglais de l'Egypte. Lord Granville, qui connaît la diplomatie orientale, n'avait guère compté sur un succès à Constantinople, et il avait mis deux cordes à son arc : les troupes anglaises se sont embarquées pour l'Egypte tout comme si les négociations ne devaient pas aboutir. La politique est l'art de savoir et de prévoir. Lord Granville s'est montré grand politique ; il a su que la diplomatie échouerait et il a prévu que le canon trancherait la question plus tôt que la diplomatie.

L'affaire était des plus épineuses, il faut bien en convenir. Lord Dufferin avait à déjouer les intrigues de la Turquie d'une part et de l'autre à rassurer ses collègues de la conférence sur les intentions de l'Angleterre. La Turquie feignait de partager toutes les vues de l'Angleterre sur l'odieuse conduite d'Arabi, sur les droits du Khédive, sur les droits de l'Angleterre en Egypte, mais nul n'ignorait au fond qu'elle aurait pris un plaisir extrême à tout le mal qui aurait pu arriver à l'Angleterre. Ses sympathies pour Arabi ne faisaient mystère pour qui que ce soit et tout le monde savait que lorsque Lord Dufferin l'amenait à le proclamer rebelle, la Turquie jouait tout simplement une comédie dont personne n'était dupe et Arabi moins que tout autre. On pourrait peut-être se demander pourquoi alors toute cette mise en scène de Constantinople, pourquoi toutes ces démarches inutiles imposées à Lord Dufferin ?

Nous inclinons à croire qu'elles n'étaient qu'une conséquence fatale de la politique anglaise de M. Gladstone en Orient. On connaît ses vues à cet égard. Il a toujours blâmé l'intervention de l'Angleterre à l'étranger et il est l'ennemi déclaré de ce que l'on appelle la politique traditionnelle de la Grande-Bretagne à l'extérieur, qui était celle de son illustre rival, Lord Beaconsfield. En vertu de cette politique, le cabinet de St. James, au lieu de solliciter l'intervention de la Porte en Egypte, devait la repousser de toutes ses forces et intervenir seul. Il est évident que M. Gladstone a voulu tout d'abord tourner le dos à cette politique. C'est pour cela qu'on l'a vu tout d'abord demander au suzerain nominal de l'Egypte, le Sultan, de ramener son vassal à l'ordre. Mais l'opinion publique n'a pas voulu suivre M. Gladstone sur ce terrain et l'a forcé à rompre avec les idées de son parti. M. Bright n'a pu supporter cette violation du code radical et il a donné sa démission.

Le gouvernement de M. Gladstone cueille en Egypte des lauriers qu'il ne mérite guère mais qui lui valent un regain de popularité. Ce n'était pas sans besoin, car les affaires d'Irlande avaient enlevé bien des rayons à l'aurole que le Premier ministre avait au front à son arrivée au pouvoir. Si M. Gladstone veut être juste, il devra avouer que cette gloire, il se l'est acquise en s'inspirant de la grande politique de son grand rival D'Israëli.

Que va faire l'Angleterre en Egypte ? Va-t-elle abandonner sa conquête ; va-t-elle se contenter, ce qui ne serait pas du goût de l'Europe, d'un protectorat sur la terre des Pharaons ou simplement se donner la garde du canal de Suez, qui lui sert plus qu'à tous les autres pays du monde ? Les Français prétendent que la politique étrangère de la perfide Albion consiste à

Toujours prétendre
Toujours prendre
Ne jamais rendre.

Si l'Angleterre rend toute sa conquête, ce ne sera pas faute de goût pour l'agrandissement territorial. Quel état européen aurait du reste le droit de lui jeter la première pierre ? Mais il est évident que la France, la Russie et l'Italie ne verraient pas, sans un frémissement de rage, l'Angleterre s'installer en Egypte d'une façon permanente. Maîtresse de l'entrée de la Méditerranée à Gibraltar, solidement assise à Malte, à Chypre, elle serait reine de cette mer si elle tenait aussi les clefs du canal de Suez ; la Méditerranée ne serait plus qu'un lac anglais et c'est ce que la France, l'Italie et la Russie n'accepteraient jamais. Mais ces mêmes états ne sauraient nier que l'Angleterre, qui a rétabli l'ordre en Egypte, a droit à une compensation et M. Gladstone, bien que cela soit contre ses principes, est trop bon Anglais, pour l'oublier !

A. D. DECELLES.

À PROPOS D'AGRICULTURE

L'agriculture est à l'ordre du jour. Partout des expositions agricoles et industrielles, partout des concours où rivalisent les produits de la ferme. Chevaux, bêtes à cornes, moutons, volailles, instruments d'agriculture, produits agricoles et industriels, les grains, les fruits, les fleurs, tout ce que le sol donne, tout ce que la ferme produit, tout ce que le génie national invente prennent place dans ces grands caravansérails qu'on appelle les expositions.

Il fait plaisir de voir tout cela parce que là est la véritable richesse publique ; aussi, parce que tout cela est le produit du sol canadien ou de l'industrie nationale. Véritables fêtes de la paix, de la concorde et du travail, ces concours excitent une noble émulation et placent sur le terrain des intérêts bien entendus, les rivalités les plus louables.

Agriculteur ! mon ami, aspire à l'honneur d'avoir un champ bien cultivé, *si te digna munet divini gloria ruris*. Artisan ! multiplie les inventions et fais que chaque jour apporte un progrès nouveau.

C'est la patrie qui en profitera.

* *

L'agriculture, mère nourricière du genre humain, comme dirait Joseph Prudhomme, aussi ancienne que le monde, honorée des anciens, qui la faisait descendre des dieux, mise à la hauteur d'un art chez les modernes—l'agriculture a-t-elle atteint chez nous son plein développement ?

La routine dont on s'est plaint dans le passé a-t-elle fait place à une théorie plus saine ?

Il n'y a aucun doute que nos campagnes sont infiniment mieux cultivées qu'elles l'étaient il y a quinze ans. Les instruments aratoires sont parvenus aux coins les plus reculés de la province. La culture des céréales prend moins de place, mais l'élevage des animaux, l'industrie du fromage et du beurre, les pâturages et les légumes donnent un rendement infiniment supérieur.

Le sol se repose ; que dis-je, il engraisse. Il en était temps ! A force de semer grains sur grains on l'avait épuisé.

* *

Je me suis souvent demandé si la législation fait tout ce qu'elle peut en faveur de l'agriculture. Je vois un personnel nombreux, toute une organisation debout, des rouages même assez compliqués—mais est-ce là tout ? Nous avons un commissaire de l'agriculture, une chambre d'agriculture, des sociétés d'agriculture, un journal d'agriculture, deux ou trois fermes-modèles. Le public paie pour faire tourner cet engrenage. Qu'en retire-t-il en échange ?

Qui affirmera ici que l'initiative individuelle compte pour rien ou pour peu de chose dans les progrès accomplis depuis quelques années.

A quoi aboutiraient les efforts du législateur si l'esprit public, de plus en plus éclairé—ne venait le seconder ?

* *

Nous avons un peu copié le système français en matière d'agriculture.